
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 68

Bill 68

Loi sur le Musée des beaux-arts
de Montréal

The Montreal Museum
of Fine Arts Act

Première lecture

First reading

Mme KIRKLAND-CASGRAIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 68

Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1. Une corporation est constituée sous le nom, en français, de « Musée des beaux-arts de Montréal » et, en anglais, de « The Montreal Museum of Fine Arts ».

2. Le Musée des beaux-arts de Montréal est une corporation au sens du Code civil; il est sans but lucratif.

3. La corporation a son siège social dans la Ville de Montréal.

4. La corporation a pour fonctions d'encourager les arts plastiques, de diffuser les connaissances artistiques, d'acquérir, de conserver, de collectionner, de mettre en valeur et d'exposer des objets d'art.

5. La corporation est administrée par un conseil de vingt-sept personnes dont douze sont nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil; les quinze autres sont élues par l'assemblée générale des membres de la corporation, parmi ces derniers.

6. Les administrateurs sont nommés ou élus pour trois ans.

Ils demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce

Bill 68

The Montreal Museum of Fine Arts Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A corporation is constituted under the name of "The Montreal Museum of Fine Arts" in English and "Musée des beaux-arts de Montréal" in French.

2. The Montreal Museum of Fine Arts shall be a corporation within the meaning of the Civil Code, and shall be a non-profit organization.

3. The corporate seat of the corporation shall be in the City of Montreal.

4. The functions of the corporation shall be to encourage the arts, disseminate knowledge of the arts, and acquire, preserve, collect, improve the condition of and exhibit works of art.

5. The corporation shall be administered by a board of twenty-seven persons twelve of whom shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council; the remaining fifteen shall be elected by the general meeting of the members of the corporation from among their own number.

6. The directors shall be appointed or elected for three years.

They shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet prévoit la constitution d'une corporation désignée sous le nom de « Musée des beaux-arts de Montréal ».

Cette corporation succède au Musée des Beaux-Arts de Montréal, corporation dissoute par le projet et dont la nouvelle corporation assume les droits et obligations.

La corporation nouvelle sera administrée par un conseil de vingt-sept membres dont douze nommés par le gouvernement; un exécutif de dix membres, dont quatre choisis parmi les administrateurs nommés par le gouvernement, s'occupera des affaires courantes de la corporation.

La corporation devra soumettre ses règlements à l'approbation du gouvernement; elle devra de plus soumettre annuellement au ministre des affaires culturelles ses états financiers et un rapport de ses activités. Les engagements financiers à long terme de la corporation devront être approuvés par le gouvernement.

EXPLANATORY NOTES

This bill provides for the establishment of a corporation to be called "The Montreal Museum of Fine Arts".

The Corporation will succeed The Montreal Museum of Fine Arts, which corporation is dissolved by this act, its rights and obligations being assumed by the new corporation.

The new corporation is to be administered by a board of twenty-seven directors, twelve of whom to be appointed by the Government; an executive of ten members, four of whom are to be chosen from among the Government appointed directors, will attend to the corporation's day-to-day affairs.

The corporation will be required to submit its regulations for Government approval; it will also have to submit its annual financial statements and a report of its activities to the Minister of Cultural Affairs. The long-term financial commitments of the corporation will require Government approval.

qu'ils soient remplacés ou jusqu'à ce qu'ils soient nommés ou élus de nouveau.

Toute vacance est comblée, pour le reste du mandat de la personne à remplacer, suivant le mode prescrit pour la nomination ou l'élection de cette personne.

7. Lors de sa première assemblée, le conseil d'administration procède à l'élection, parmi ses membres, d'un comité exécutif de dix membres; quatre de ces membres doivent être choisis parmi les administrateurs nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 6 s'applique, *mutatis mutandis*, aux membres du comité exécutif.

8. Le comité exécutif est chargé de l'administration des affaires courantes de la corporation; il veille à la mise en oeuvre des décisions du conseil d'administration et peut exécuter les mandats que ce dernier lui confie par résolution.

9. Aucun membre du conseil d'administration ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une affaire mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la corporation.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

10. Le conseil d'administration peut adopter des règlements pour la conduite des affaires de la corporation et notamment, sur:

a) l'admission, la suspension, l'expulsion et la discipline des membres et l'établissement de diverses catégories de membres;

b) les droits d'admission et les contributions exigibles des membres;

c) la convocation des assemblées des membres et des assemblées du conseil d'administration et du comité exécutif, la procédure qu'on doit y suivre et le quorum qui y est requis;

d) la rémunération et les devoirs des membres du conseil d'administration de la corporation;

replaced, reappointed or reelected.

Every vacancy shall be filled for the remainder of the term of the person to be replaced according to the mode prescribed for the appointment or election of that person.

7. The board of directors at its first meeting shall elect from among its members an executive committee of ten members, of whom four must be chosen from among the directors appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Section 6 applies *mutatis mutandis* to the members of the executive committee.

8. The executive committee shall administer the day-to-day affairs of the corporation; it shall see that the decisions of the board of directors are implemented and it may carry out any mandate the board entrusts to it by resolution.

9. No member of the board of directors may, under pain of forfeiture of office, have a direct or indirect interest in any matter that puts his personal interest in conflict with that of the corporation.

Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift, provided he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

10. The board of directors may pass regulations for the conduct of the affairs of the corporation, and in particular on:

(a) the admission, suspension, expulsion and disciplining of the members and the establishment of various classes of members;

(b) the entrance fees and contributions exigible from members;

(c) the calling of meetings of the members and meetings of the board of directors and of the executive committee, the procedure to be followed at meetings and the quorum required at them;

(d) the remuneration and the duties of the members of the board of directors of the corporation;

e) l'établissement, la composition et les fonctions de comités au sein de la corporation ou du conseil d'administration.

f) la sécurité et le bon usage des lieux.

Les règlements doivent être approuvés par les membres de la corporation et doivent être soumis au ministre des affaires culturelles.

Ils n'ont d'effet qu'après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et ils entrent en vigueur lors de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

11. L'année financière de la corporation se termine à la date que fixe le conseil d'administration.

12. L'assemblée générale annuelle des membres de la corporation doit être tenue dans les trois mois qui suivent l'expiration de l'année financière de la corporation.

13. Les comptes de la corporation doivent être vérifiés annuellement par un comptable public nommé par l'assemblée générale des membres. Le vérificateur ne peut être choisi parmi les administrateurs de la corporation.

14. La corporation soumet annuellement ses états financiers aux membres de la corporation ainsi qu'au ministre des affaires culturelles. De plus, elle doit soumettre annuellement un rapport de ses activités et de ses opérations au ministre des affaires culturelles.

15. La corporation possède tous les pouvoirs des corporations ordinaires, et sans limiter la portée de ce qui précède, elle peut:

a) ester en justice;

b) acquérir, détenir, administrer, vendre, louer ou aliéner tous biens meubles nécessaires ou utiles à la réalisation de ses fins;

c) acquérir des immeubles, les aliéner ou hypothéquer, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil;

d) conclure avec tout organisme toute entente qu'elle juge à propos.

(e) the appointment, composition and functions of committees within the corporation or board of directors;

(f) the protection and proper use of the premises.

The regulations must be approved by the members of the corporation and be submitted to the Minister of Cultural Affairs.

They shall have effect only after approval by the Lieutenant-Governor in Council and shall come into force on publication in the *Québec Official Gazette*.

11. The fiscal year of the corporation shall end on the date fixed by the board of directors.

12. The annual general meeting of the members of the corporation shall be held within the three months following the end of the fiscal year of the corporation.

13. The accounts of the corporation shall be audited each year by a public accountant appointed by the general meeting of the members. The auditor shall not be chosen from among the directors of the corporation.

14. The corporation shall each year submit its financial statements to the members of the corporation and to the Minister of Cultural Affairs. Furthermore, it shall submit an annual report of its activities and operations to the Minister of Cultural Affairs.

15. The corporation shall have all the powers of corporations generally, and without limiting the generality of the foregoing, it may:

(a) appear before the courts;

(b) acquire, hold, administer, sell, lease or alienate any moveable property necessary or useful for the attainment of its objects;

(c) acquire, alienate or hypothecate immovables with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council;

(d) make with any body any agreement it sees fit.

16. S'ils y sont autorisés par un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une assemblée générale dûment convoquée à cette fin, les administrateurs peuvent :

a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;

b) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la corporation, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fidéicommis, conformément aux articles 23 et 24 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275), ou de toute autre manière;

d) hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la corporation.

Tout règlement prévu au présent article requiert l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

17. L'autorisation d'au moins les deux tiers des membres et celle du lieutenant-gouverneur en conseil ne sont pas requises pour les emprunts à court terme contractés au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la corporation ou en faveur de la corporation.

18. La corporation connue et désignée sous le nom de « Musée des Beaux-Arts de Montréal — The Montreal Museum of Fine Arts » est dissoute et ses biens sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi. Cette dernière en assume les droits et obligations.

16. If authorized by a regulation approved by the vote of at least two-thirds of the members present at a general meeting duly called for that purpose, the directors may:

(a) borrow money on the credit of the corporation;

(b) issue bonds or other securities of the corporation and offer them as security or sell them for the prices and amounts considered reasonable;

(c) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immovable property, present or future, of the corporation to secure payment of such bonds or other securities, or give only a part of such securities for the same objects, and constitute the abovementioned hypothec, mortgage or pledge by trust deed, in accordance with sections 23 and 24 of the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275) or in any other manner;

(d) hypothecate or mortgage the immovable property, or pledge or otherwise encumber the moveable property of the corporation, or offer such various kinds of security to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of bonds, as well as the payment or performance of the other debts, contracts and undertakings of the corporation.

Every regulation contemplated in this section shall require the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.

17. The authorization of at least two-thirds of the members and that of the Lieutenant-Governor in Council shall not be required for short term loans contracted by bills of exchange or notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the corporation.

18. The corporation known and designated under the name of "Musée des Beaux-Arts de Montréal — The Montreal Museum of Fine Arts" is dissolved and its property shall devolve to the corporation constituted by this act, which shall assume the rights and obligations of the dissolved corporation.

19. Tous les membres en règle du Musée des Beaux-Arts de Montréal deviennent membres de la corporation constituée par la présente loi.

20. Les officiers du Musée des Beaux-Arts de Montréal deviennent membres du conseil d'administration de la corporation constituée par la présente loi et le demeurent jusqu'à la date de la première assemblée générale des membres à être tenue dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

21. Les règlements du Musée des Beaux-Arts de Montréal qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi sont les règlements de la corporation constituée par la présente loi jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou abrogés suivant la présente loi.

22. La loi 23 Victoria, chapitre 13, de l'ancien parlement du Canada, le chapitre 68 des lois de 1880, le chapitre 86 des lois de 1910 et le chapitre 122 des lois de 1949 sont abrogés.

23. Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

24. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

19. All the members in good standing of The Montreal Museum of Fine Arts shall become members of the corporation constituted by this act.

20. The officers of The Montreal Museum of Fine Arts shall become members of the board of directors of the corporation constituted by this act and shall remain members until the date of the first general meeting of the members, to be held within thirty days of the coming into force of this act.

21. The by-laws of The Montreal Museum of Fine Arts not inconsistent with this act shall be the regulations of the corporation constituted by this act until amended, replaced or repealed in accordance with this act.

22. The act 23 Victoria, chapter 13, of the late Parliament of Canada, chapter 68 of the statutes of 1880, chapter 86 of the statutes of 1910 and chapter 122 of the statutes of 1949 are repealed.

23. The Minister of Cultural Affairs shall have charge of the application of this act.

24. This act shall come into force on the day of its sanction.